

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1998-1999

14 JANVIER 1999

RÉVISION DE LA CONSTITUTION

Révision de l'article 150 de la Constitution

*(Déclaration du pouvoir législatif,
voir le « Moniteur belge » n° 74
du 12 avril 1995)*

**PROPOSITION DE MM. VANDENBERGHE,
LALLEMAND ET CONSORTS**

DÉVELOPPEMENTS

Le principe de la liberté d'opinion et d'expression est un des principes fondamentaux d'une société démocratique. Le respect de ce principe est une des conditions essentielles du progrès de la société et du développement de chaque individu. Le libre débat (politique) appartient à l'essence même de toute société démocratique. En effet, la démocratie n'est pas faite seulement d'un ensemble de procédures d'acquisition et d'exercice démocratiques du pouvoir. Elle n'est pas une simple enveloppe. Elle a un contenu. Un système politique qui connaît le principe des élections, mais qui ignore les principes de la liberté d'expression et de la liberté de la presse, qui

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1998-1999

14 JANUARI 1999

HERZIENING VAN DE GRONDWET

Herziening van artikel 150 van de Grondwet

*(Verklaring van de wetgevende macht,
zie « Belgisch Staatsblad » nr. 74
van 12 april 1995)*

**VOORSTEL VAN DE HEEREN VANDENBERGHE,
LALLEMAND c.s.**

TOELICHTING

De vrijheid van mening en van meningsuiting is één van de fundamentele beginselen van een democratische samenleving, één van de fundamentele voorwaarden voor haar vooruitgang en voor de ontwikkeling van elke mens. Het vrije (politieke) debat behoort tot de kern zelf van de samenleving. Democratie heeft immers niet alleen te maken met democratische procedures voor machtsverwerving en machtsuitoefening. Democratie is niet alleen vorm, maar ook inhoud. Een politiek systeem met verkiezingen, maar zonder vrijheid van meningsuiting, zonder persvrijheid, zonder discriminatieverbod en zonder waarborgen tegen willekeurige vrijheidsberoving en zonder

n'interdit pas la discrimination, qui ne prévoit aucune garantie contre les privations arbitraires de liberté et où la justice n'est pas administrée convenablement et de manière indépendante, n'est pas une démocratie.

Le fait que la liberté d'opinion et la liberté d'expression soient garanties par plusieurs traités internationaux, comme la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales (articles 9, § 1^{er} et 10, § 1^{er}) et le Pacte international relatif aux droits civils et politiques (articles 18, § 1^{er} et 19, § 2) et protégées par la Constitution (article 19 de la Constitution) témoigne de leur grande importance.

En outre, la liberté d'expression ne vaut pas seulement pour ce qui est des informations ou des idées qui sont accueillies favorablement ou qui recueillent l'assentiment général, qui peuvent être considérées comme inoffensives ou qui suscitent plutôt l'indifférence. Elle vaut aussi pour ce qui est des idées que les détenteurs du pouvoir ou une partie de l'opinion publique pourraient juger critiques, provocantes ou choquantes. En effet, le pluralisme, la largesse d'esprit et la tolérance appartiennent à l'essence d'une société démocratique au même titre que la liberté d'opinion et d'expression (1).

Si le droit à la liberté d'expression constitue l'un des fondements de la démocratie, il n'en est pas pour autant absolu. On peut le soumettre à des formalités, à des conditions, à des restrictions ou à des sanctions définies par la loi (2).

Ainsi la loi tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie prévoit-elle des sanctions à infliger aux auteurs d'actes qui incitent à la discrimination, à la haine ou la violence à l'égard d'une personne, en raison de sa race, de sa couleur, de son ascendance ou de son origine nationale ou ethnique (loi du 30 juillet 1981) (3). La loi tendant à réprimer le négationnisme prévoit elle aussi des sanctions à infliger à quiconque nie, minimise, justifie ou approuve le génocide perpétré au cours de la Deuxième Guerre mondiale par le régime national-socialiste en Allemagne (4).

(1) Cour européenne des droits de l'homme, 7 décembre 1976, Handyside, A 24; voir aussi Cour d'arbitrage, 12 juillet 1996, n° 45/96 (*Moniteur belge* du 27 juillet 1996).

(2) C'est ce qui ressort de l'article 19 de la Constitution en corrélation avec l'article 10, § 2, de la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales et de l'article 19 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques.

(3) Loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie (*Moniteur belge* du 8 août 1981).

(4) Loi du 23 mars 1995 tendant à réprimer la négation, la minimisation, la justification ou l'approbation du génocide commis par le régime national-socialiste allemand pendant la Seconde Guerre mondiale (*Moniteur belge* du 30 mars 1995, err., *Moniteur belge* du 22 avril 1995).

een behoorlijke en onafhankelijke rechtsbedeling, is geen democratie.

Het grote belang van de vrijheid van mening en van meningsuiting blijkt onder meer uit het waarborgen ervan in verscheidene internationale verdragen, zoals het Europees Verdrag voor de rechten van de mens (artikelen 9, § 1 en 10, § 1) en de Internationale Verdragen inzake Burgerrechten en politieke rechten (artikelen 18, § 1, en 19, § 2), en uit de grondwettelijke bescherming ervan (artikel 19 van de Grondwet).

Bovendien is de vrijheid van meningsuiting niet alleen van toepassing op informatie of ideeën die gunstig of op algemene instemming onthaald worden, onschadelijk kunnen worden beschouwd of op een eerder onverschillige wijze onthaald worden, maar ook op ideeën die als kritisch, provocerend of aanstootgevend door gezagsdragers of een deel van de publieke opinie kunnen worden beschouwd. Want naast vrijheid van mening en van meningsuiting behoren pluralisme, ruimdenkendheid en verdraagzaamheid evenzeer tot de kernbeginselen van een democratische samenleving (1).

Hoewel het recht op vrije meningsuiting tot het democratisch fundament behoort, is het niet absoluut. Het kan onderworpen worden aan bepaalde formaliteiten, voorwaarden, beperkingen of sancties welke bij wet worden vastgesteld (2).

Zo wordt bijvoorbeeld in de wet tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden voorzien in sancties wanneer daden worden gesteld die aanzetten tot discriminatie, haat of geweld jegens een persoon wegen zijn ras, zijn huidskleur, afstamming, afkomst van nationaliteit (wet van 30 juli 1981) (3). Zoals ook in de zogenaamde negationismewet voorzien wordt in sancties voor zij die de genocide, gepleegd tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistisch regime, ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren (4).

(1) Europees Hof voor de rechten van de mens, 7 december 1976, Handyside, A 24; zie ook Arbitragehof, 12 juli 1996, nr. 45/96 (*Belgisch Staatsblad* van 27 juli 1996).

(2) Dit volgt uit artikel 19 van de Grondwet in samenhang met artikel 10, § 2, van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en artikel 19, § 3, van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten.

(3) Wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme en xenofobie ingegeven daden (*Belgisch Staatsblad* van 8 augustus 1981).

(4) Wet van 23 maart 1995 tot bestraffing van het ontkennen, minimaliseren, rechtvaardigen of goedkeuren van de genocide die tijdens de Tweede Wereldoorlog door het Duitse nationaal-socialistische regime is gepleegd (*Belgisch Staatsblad* van 30 maart 1995, err., *Belgisch Staatsblad* van 22 april 1995).

L'application de cette loi pose toutefois de sérieux problèmes lorsque des actes racistes ou xénophobes sont commis par le biais de la presse (journaux, périodiques, pamphlets, tracts électoraux, affiches, etc.), étant donné que ces actes constituent alors un délit de presse qui, conformément à l'article 150 de la Constitution, ne peut être poursuivi que devant la cour d'assises(1).

L'on constate dans la pratique que les parquets ne sont guère disposés à poursuivre les délits de presse. Au cours des cinquante dernières années, il n'y a eu que deux procès d'assises relatifs à des délits de presse. Pour diverses raisons, surtout d'opportunité, le ministère public se montre peu enclin à engager des poursuites contre les auteurs d'imprimés dont le contenu pourrait donner lieu à sanction en application de la loi contre le racisme et de la loi contre le négationnisme. La longue durée et le coût élevé d'une procédure en assises, la grande publicité qu'elle engendre et l'absence de toute possibilité de recours sont quelques-unes de ces raisons.

De plus, la notion de délit de presse englobe, selon une certaine jurisprudence, la propagation, par le canal des médias audiovisuels, d'opinions punissables.

Il s'ensuit qu'en Belgique, les propos racistes véhiculés par la presse et, en fait, par les médias en général, jouissent *de facto* d'une immunité pénale.

Cette situation a d'importantes conséquences: les personnes, les groupes, les associations et les partis politiques qui incitent à la haine raciale et à la xénophobie au moyen d'écrits, des tracts, d'affiches, de propagande électorale, etc., ne subissent aucune condamnation pénale. Il y a pourtant, dans notre société, un consensus pour considérer que ces écrits sont répugnants et contraires aux principes démocratiques et qu'il y a dès lors lieu de les combattre.

Il est donc non seulement souhaitable, mais aussi nécessaire, d'adapter notre législation.

Les auteurs de la présente proposition estiment qu'il convient de le faire par le biais d'une révision de l'article 150 de la Constitution. Selon la révision proposée, les délits de presse motivés par le racisme ou la xénophobie seront poursuivis non plus devant la cour d'assises, mais devant le tribunal correctionnel.

Plusieurs propositions de révision de l'article 150 de la Constitution ont été déposées au cours de la pré-

Het blijkt evenwel dat de afdwingbaarheid van de wet van 30 juli 1981 hoogst problematisch is indien racistische of xenofobe daden worden gesteld via de drukpers (krant, tijdschrift, pamflet, verkiezingsfolder, affiches, ...), omdat deze daden dan een drukpersmisdrijf uitmaken en krachtens artikel 150 van Grondwet enkel voor het hof van assisen kunnen vervolgd worden(1).

In de praktijk blijkt dat de bereidheid van de parketten om drukpersmisdrijven te vervolgen, vrijwel onbestaande is. De voorbije 50 jaar waren er slechts twee assisenprocessen inzake drukpersdelicten. Om velerlei redenen, die vooral een opportuniteitsbeoordeling inhouden, is het openbaar ministerie weinig geneigd vervolgingen in te stellen tegen auteurs van drukwerken waarvan de inhoud op grond van de anti-racismewet en -negationismewet of andere wetten strafbaar zou kunnen zijn. De redenen zijn onder meer de grote ruchtbaarheid, de lange duur, de kosten en het ontbreken van een beroepsmogelijkheid in geval van een assisenprocedure.

Bijkomend geldt volgens bepaalde rechtspraak het begrip drukpersmisdrijf tevens voor de verspreiding van de strafbare meningsuitingen via de audiovisuele media.

Dat betekent dat racistische handelingen die gesteld worden via de drukpers, en in feite via de massamedia in het algemeen, in België genieten van een *de facto* strafrechtelijke immunititeit.

De gevolgen hiervan zijn vergaand: personen, groepen, verenigingen en politieke partijen die aanzetten tot rassenhaat of xenofobie via geschriften, pamfletten, folders, affiches, verkiezingspropaganda en dergelijke worden hiervoor niet strafrechtelijk veroordeeld. Nochtans bestaat er in de samenleving een algemene consensus dat dergelijke geschriften verwerpelijk zijn en strijdig zijn met de democratische beginselen en bijgevolg bestreden moeten worden.

Het is dus niet alleen wenselijk, maar ook nodig dat onze wetgeving wordt aangepast.

De indieners van dit voorstel zijn de mening toegevoegd dat een wijziging van artikel 150 van de Grondwet hiertoe de aangewezen weg is. De voorgestelde wijziging houdt in dat drukpersmisdrijven die ingegeven zijn door racisme of xenofobie niet langer voor het hof van assisen zouden worden vervolgd, maar voor de correctionele rechtbank.

Tijdens deze legislatuur werden verscheidene voorstellen tot wijziging van artikel 150 van de

(1) Voir Voorhoof, D., «Racismebestrijding en vrijheid van meningsuiting in België: wetgeving en jurisprudentie», dans Schuyt, GAI et Voorhoof, D., *Vrijheid van meningsuiting. Racisme en revisionisme*, Gent, Academia Press, 1995, p. 170 et suivantes.

(1) Zie hierover Voorhoof, D., «Racismebestrijding en vrijheid van meningsuiting in België: wetgeving en jurisprudentie», in Schuyt, GAI en Voorhoof, D., *Vrijheid van meningsuiting. Racisme en revisionisme*, Gent, Academia Press, 1995, blz. 170 en volgende.

sente législature(1). Il ressort de l'examen de ces propositions que la proposition de M. Landuyt offre la meilleure solution juridique. La présente proposition reprend le texte de la proposition de M. Landuyt.

Il est proposé de prévoir, non pas dans une loi adoptée en vertu de la Constitution, mais dans la Constitution même, une exception à la compétence de la cour d'assises en matière de délits de presse, pour ceux de ces délits qui sont inspirés par le racisme et la xénophobie. Cette formule permet d'éviter tout reproche éventuel d'inconstitutionnalité du régime d'exception mis en place. L'article de la Constitution ne renvoyant pas à la loi du 30 mars 1981, le tribunal correctionnel pourra désormais connaître non seulement des délits de presse sanctionnables en vertu de ladite loi, mais aussi d'autres délits de presse, comme la calomnie et la diffamation (article 443 du Code pénal) ou le négationnisme (loi du 23 mars 1995), s'il apert qu'ils sont inspirés par le racisme ou la xénophobie.

Le traitement particulier des délits de presse de ce type se justifie pour les raisons suivantes :

— la liberté d'expression n'a pas un caractère absolu. Elle doit être appréciée en corrélation avec la valeur de tolérance qui est elle aussi une caractéristique fondamentale d'une société démocratique(2). Les conséquences néfastes que l'intolérance a eues dans le passé et qu'elle pourrait encore avoir à l'avenir justifient que l'on prévienne une protection spéciale de la valeur de tolérance;

— la Convention de l'ONU du 7 mars 1966 sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale (adoptée par la loi du 9 juillet 1975) oblige les parties contractantes de prendre sans retard des mesures positives en vue d'éliminer toute forme de discrimination raciale. Comme l'article 150 actuel de la Constitution empêche, dans la pratique, une applica-

(1) Il s'agit, pour ce qui est de la Chambre, de la proposition de Mme Schuttringer et de M. Lozie (doc. Chambre, n° 1094-1, 97/98), de la proposition de Mme Creyf (doc. Chambre, n° 1288-1, 97/98), de celle de M. Landuyt (doc. Chambre, n° 1852-1, 98/99) et, pour ce qui est du Sénat, de la proposition de M. Anciaux (doc. Sénat, n° 1-451/1, 1996-1997), de celle de M. Erdman et consorts (doc. Sénat, n° 1-472/1, 1996-1997, de celle de M. Boutmans et consorts (doc. Sénat, n° 1-548/1, 1996/1997) et de celle de Mme Milquet (doc. Sénat, n° 1-837/1, 1997/1998).

(2) Article 17 CEDH. Jurisprudence constante de la Cour européenne des droits de l'homme, voir notamment Cour européenne des droits de l'homme, 7 décembre 1976, Handyside, A245; Cour d'arbitrage, 12 juillet 1996, n° 45/96 (*Moniteur belge* du 27 juillet 1996). Voir aussi Parlement européen, Commission des Libertés publiques et des Affaires intérieures, 3 décembre 1998, PE 228.192, pp. 10-11.

Grondwet ingediend met bovenvermelde doelstelling(1). Uit het onderzoek van deze voorstellen is gebleken dat het voorstel van de heer Landuyt juridisch de meest aangewezen oplossing is. De tekst van dit voorstel wordt hier overgenomen.

Er wordt voorgesteld om in de Grondwet zelf een uitzondering in te schrijven voor de bevoegdheid inzake de vervolging van drukpersmisdrijven die ingegeven zijn door racisme en xenofobie, en dus niet krachtens de Grondwet in een wet. Deze formule heeft het voordeel dat eventuele opmerkingen inzake de ongrondwettelijkheid van de uitzondering zonder voorwerp zijn. Door in het Grondwetsartikel niet te verwijzen naar de wet van 30 maart 1981 kunnen niet alleen drukpersmisdrijven die strafbaar zijn op grond van deze wet, maar ook andere drukpersmisdrijven, zoals bijvoorbeeld laster en eeroof (artikel 443 van het Strafwetboek) en negationisme (wet van 23 maart 1995), tot de bevoegdheid van de correctionele rechtbank behoren, indien blijkt dat zij zijn ingegeven door racisme of xenofobie.

Een bijzondere behandeling van dergelijke drukpersmisdrijven is verantwoord om de volgende redenen :

— de vrijheid van meningsuiting is niet absoluut. Ze dient samen gezien te worden met de waarde van verdraagzaamheid, die evenzeer een wezenskenmerk is van een democratische samenleving(2). Een bijzondere bescherming van de verdraagzaamheid dringt zich op gezien de nefaste gevolgen die onverdraagzaamheid in het verleden heeft gehad en in de toekomst nog kan hebben;

— het UNO-verdrag van 7 maart 1966 inzake de uitbanning van alle vormen van rassendiscriminatie (goedgekeurd door de wet van 9 juli 1975) legt de verdragsluitende partijen de verplichting op om onverwijld positieve maatregelen te nemen die erop zijn gericht aan elke vorm van aanzetting tot of aan elke uiting van rassendiscriminatie een einde te maken.

(1) Het betreft in de Kamer het voorstel van mevrouw Schuttringer en de heer Lozie (nr. 1094/1 - 96/97), het voorstel van mevrouw Creyf (nr. 1288/1 - 97/98), het voorstel van de heer Landuyt (nr. 1852/1 - 98/99); in de Senaat het voorstel van de heer Anciaux (nr. 1-451/1, 1996/1997), de heer Erdman c.s. (nr. 1-472/1, 1996/1997), de heer Boutmans c.s. (nr. 1-548/1, 1996/1997) en mevrouw Milquet (nr. 1-837/1, 1997/1998).

(2) Artikel 17 EVRM. Vaste rechtspraak van het Europees Hof voor de rechten van de mens, zie onder meer EHRM, 7 december 1976, Handyside, A245; zie ook Arbitragehof, 12 juli 1996, nr. 45/96 (*Belgisch Staatsblad* van 27 juli 1996). Zie ook Europees Parlement, Commissie Openbare Vrijheden en Binnenlandse Zaken, 3 december 1998, PE 228.192, blz. 10-11.

tion efficace de la loi contre le racisme du 30 juillet 1981 (voir *supra*), il semble nécessaire de l'adapter;

— la distinction proposée entre les délits de presse ordinaires et les délits de presse racistes n'a aucun rapport direct avec un quelconque droit garanti par la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme, mais concerne simplement une procédure qui n'a qu'un effet indirect sur la jouissance d'un droit garanti par cette convention. En outre, la plupart des autres pays européens ne considèrent pas que le système du jugement par un jury est essentiel à la sauvegarde de la liberté de la presse;

— les victimes des délits de presse racistes constituent un groupe ou une communauté et non pas simplement des individus plus ou moins isolés, contrairement aux victimes des autres délits de presse;

— les auteurs de la présente proposition de loi sont catégoriquement d'avis qu'il n'est pas souhaitable de priver la cour d'assises de la compétence de connaître de tous les délits de presse, sinon l'on risque de compromettre la liberté de la presse et la liberté d'expression. Il deviendrait en effet facile, si on l'en privait, d'entraver le travail des journalistes et le développement d'actions au moyen de pamphlets en ordonnant des instructions ou en menaçant d'en ordonner. Ce choix est cependant justifié dès lors qu'il s'agit d'empêcher la diffusion d'idées racistes, xénophobes ou négationnistes.

Les auteurs de la présente proposition estiment que la distinction proposée entre les délits de presse sans plus et les délits de presse racistes est justifiée pour toutes les raisons précitées. Ladite distinction sert un but légitime, à savoir celui d'assurer une répression efficace des délits de presse racistes, et les auteurs de la proposition se réfèrent à un critère objectif pour faire la distinction entre les deux types de délits.

Eu égard à l'importance du principe de la liberté de la presse pour une société démocratique et, partant, à celle des garanties dont le respect de ce principe doit être entouré, les auteurs de la présente proposition de révision sont convenus de ne prévoir une exception à la compétence du jury en matière de délits de presse qu'en ce qui concerne les délits qui sont inspirés par le racisme ou la xénophobie et qui sont commis par l'intermédiaire de la presse écrite. Il faut dès lors considérés la modification proposée comme exceptionnelle. Les auteurs de la présente proposition entendent souligner, en la prévoyant, qu'ils sont fort attachés au principe de la liberté de la presse et que celui-ci est fort important pour une société démocratique.

C'est à dessein que les auteurs de la proposition de loi ont choisi de ne pas remplacer, dans le texte néerlandais de la Constitution, le mot «*drukpersmisdrijf*» par le mot «*persmisdrijf*». La notion de «*persmisdrijf*» nécessite une définition précise et, qui

Aangezien het huidige artikel 150 van de Grondwet de efficiënte toepassing van de anti-racismewet van 30 juli 1981 in de praktijk onmogelijk maakt (zie hoger), lijkt een aanpassing noodzakelijk;

— het voorgestelde onderscheid tussen gewone en racistische drukpersmisdrijven, betreft niet rechtstreeks een in het Europees Verdrag van de rechten van de mens gewaarborgd recht, doch alleen een procedureregeling die slechts onrechtstreeks een weerslag heeft op het genot van een in het Europees Verdrag van de rechten van de mens gewaarborgd recht. Bovendien wordt de juryrechtspraak in de meeste andere Europese landen niet beschouwd als wezenlijk voor de persvrijheid;

— in tegenstelling tot de meeste andere drukpersmisdrijven zijn de slachtoffers van racistische drukpersmisdrijven een hele groep of gemeenschap en niet één of meerdere slachtoffers;

— een algemene onttrekking van drukpersmisdrijven aan de bevoegdheid van het hof van assisen wordt uitdrukkelijk niet wenselijk geacht omdat dit de persvrijheid en de vrijheid van meningsuiting in het gedrang dreigt te brengen. Het zou immers gemakkelijk worden om journalistiek werk of acties via pamfletten te dwarsbomen via (het dreigen met) strafonderzoeken. Voor het verhinderen van het verspreiden van racistische, xenofobe of negationistische ideeën is deze keuze daarentegen wel verantwoord.

Om deze redenen zijn de indieners van dit voorstel van oordeel dat het onderscheid tussen drukpersmisdrijven en racistische drukpersmisdrijven gerechtvaardigd is. Hiermee streven de indieners een legitieme doelstelling na, namelijk de bestraffing van racistische drukpersmisdrijven effectief maken, en gebruiken zij een objectief criterium om de twee soorten delicten van elkaar te onderscheiden.

Gezien het belang van het beginsel van de persvrijheid voor een democratische samenleving en bijgevolg van de waarborgen waarmee dit beginsel dient omgeven te worden, zijn de auteurs van dit voorstel tot herziening overeengekomen om de uitzondering op de bevoegdheid van de jury inzake de drukpersmisdrijven uitsluitend te beperken tot misdrijven die geïnspireerd zijn door racisme of xenofobie door middel van de drukpers. Om deze reden dient de wijziging zoals voorzien in dit voorstel als uitzonderlijk beschouwd te worden. De auteurs van dit voorstel willen hiermee hun gehechtheid aan de persvrijheid en het belang ervan voor een democratische samenleving benadrukken.

De indieners van dit voorstel hebben er bewust voor geopteerd om de notie «*drukpersmisdrijf*» niet te vervangen door het begrip «*persmisdrijf*» in de Nederlandse tekst van de Grondwet. Het begrip «*persmisdrijf*» vraagt niet alleen een precieze definië-

plus est, étroitement liée au large débat sur les rapports entre la politique, la justice et les médias; en outre, elle a des répercussions sur la répartition des compétences entre l'autorité fédérale et les régions. C'est pourquoi la présente proposition vise simplement à répondre à la question fondamentale de la répression efficace des délits de presse à caractère raciste.

*
* *

PROPOSITION

Article unique

L'article 150 de la Constitution est complété par ce qui suit:

« , à l'exception des délits de presse inspirés par le racisme ou la xénophobie. »

ring, doch is ook wezenlijk verbonden met het brede debat inzake de verhouding tussen politiek, justitie, en media en heeft overigens repercussies op de verdeling van bevoegdheden tussen het federale en het regionale niveau. Dit voorstel blijft daarom beperkt tot de kernvraag naar de efficiënte aanpak van racistische persdelicten.

Hugo VANDENBERGHE.
Roger LALLEMAND.

*
* *

VOORSTEL

Enig artikel

Artikel 150 van de Grondwet wordt aangevuld als volgt:

« , behoudens voor drukpersmisdrijven die ingegeven zijn door racisme of xenofobie. »

Hugo VANDENBERGHE.
Roger LALLEMAND.
Fred ERDMAN.
Claude DESMEDT.
Magdeleine WILLAME.
Jan LOONES.
José DARAS.
Eddy BOUTMANS.
Michel FORET.